

Paris, le 5 octobre 2009

***Aux Membres du Comité National de
l'Enseignement Catholique***

Aux Directeurs Diocésains

***Aux Membres de la Commission Nationale des
Forfaits***

COMMUNIQUE

Financement des élèves non résidents

Lundi 28 septembre 2009, l'Assemblée Nationale a adopté par un vote conforme la proposition de loi déjà adoptée au Sénat le 10 décembre 2008, « tendant à garantir la parité de financement entre les élèves des écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence ».

Comme l'indique le communiqué de l'Association des Maires de France (AMF) du 28 septembre, « cette loi, qui vise à apaiser les conflits et à clarifier les obligations des communes, permettra d'instaurer localement des relations plus sereines avec les écoles privées ».

La loi votée confirme l'obligation pour la commune de résidence de verser le forfait d'externat :

- lorsqu'elle ne dispose pas des capacités d'accueil dans son école publique. Le décret à prendre sur le cas particulier du regroupement pédagogique intercommunal (RPI) assimilé à un territoire de résidence doit préciser, selon l'engagement du Ministre de l'Education Nationale devant le Parlement, qu'il ne peut s'agir que du RPI « adossé à un établissement de coopération intercommunale » ;
- lorsque les obligations professionnelles des parents exigent de scolariser leur enfant dans une autre commune, leur commune de résidence n'assurant pas la restauration et la garde des enfants ;

- lorsqu'un frère ou une sœur fréquente un établissement de la même commune ;
- lorsque des raisons médicales le justifient.

La loi votée précise en outre le rôle du préfet qui, en cas de litige, fixera la contribution communale « dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle il a été saisi ».

La loi votée crée ainsi, selon le rapporteur de la Commission des Affaires Culturelles et de l'Education de l'Assemblée Nationale « deux régimes parallèles mais autonomes, l'un propre au public, l'autre propre au privé » : parallèles dans le sens où ce sont les mêmes obligations de financement pour l'école publique et l'école privée, autonomes dans le sens où le libre choix des parents pour l'école privée est garanti par la constitution puisqu'il ne peut jamais être soumis à l'accord préalable du maire de la commune de résidence.

En outre, une commune peut décider de participer au financement de tous les élèves non résidents, même si la loi ne l'y oblige pas. Les accords signés précédemment ne sont donc pas remis en cause.

Le Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique, après avoir consulté la Commission Nationale des Forfaits le 1^{er} octobre 2009, vous apporte les précisions suivantes :

- La loi sera vraisemblablement déférée au Conseil Constitutionnel. Si tel est le cas, nous devons attendre la décision du Conseil avant que ne paraissent les mesures d'application. Le délai d'examen et de décision devrait nous conduire au statut final du texte en novembre.
- Les cellules diocésaines du forfait communal doivent veiller à ce qu'il n'y ait plus de recours contentieux déposé sur la base de l'ancien article 89 de la loi du 13 août 2004.
- La Commission Nationale des Forfaits se réunit à nouveau le jeudi 19 novembre pour faire le point et préparer les recommandations à communiquer pour la poursuite du travail.

* * *